

Avril 1931 : La CNT espagnole entre république et révolution

En avril 1931, l'Espagne retrouve un système républicain pour la seconde fois de son histoire. Après la courte expérience de la république de 1873-1874, la naissance de cette nouvelle République va permettre à la Confédération nationale du travail (CNT) de retrouver la légalité. Mais elle va se retrouver rapidement face à un choix : mener la lutte jusqu'à la révolution sociale ou obtenir des réformes en faveur de la classe ouvrière ?

En janvier 1930 le dictateur Primo de Rivera qui, avec le soutien du roi Alphonse XIII, avait instauré une dictature militaire depuis 1923, est destitué. Une autre dictature est alors instaurée, dite « Dictablanda » (littéralement « dicta-molle » pour caractériser la nature du régime) dirigée par le général Dámaso Berenguer.

Malgré ces changements de façade, les manifestations antimonarchistes, orchestrées principalement par les socialistes et les républicains¹, continuent à s'intensifier. Ces événements obligèrent le roi à assouplir le régime et à revenir vers une monarchie parlementaire. Des élections municipales sont alors convoquées le 12 avril 1931, qui voient la victoire des républicains. Avec le soutien de l'armée, les républicains décident de passer à l'offensive et proclament le 14 avril la Seconde République espagnole, dirigée provisoirement par un comité révolutionnaire. En réalité ce comité n'a rien de révolutionnaire puisque ses premières actions ne servent qu'à rassurer la bourgeoisie : conservation de la liberté de culte, défense de la propriété privée, etc.

Il ne faut pas négliger non plus que toute cette période de bouleversements politiques se déroule dans un contexte marqué par la crise économique de 1929 qui a particulièrement touché la population espagnole, notamment avec une augmentation importante du nombre de chômeurs et chômeuses.

Le retour à la légalité

Pour la CNT, la chute de la dictature et l'avènement de la Seconde République permettent un retour à la légalité. En effet, les deux décennies précédentes sont marquées pour la CNT par des périodes de répressions violentes, et d'autres, plus rares, de relative liberté d'action. Depuis sa création² jusqu'aux environs de 1918, la Confédération avait entrepris un large processus d'organisation du syndicalisme, réunissant les associations ouvrières et structurant des Syndicats uniques d'industrie. Cette organisation permit aux syndicats de mener des luttes victorieuses contre le patronat. À l'aube de la Seconde République la centrale comptait, selon les historiens, entre 800 000 et un million de membres, se présentant comme la principale organisation ouvrière³. Elle jouissait, de plus, d'un prestige relativement important dans les masses laborieuses, dû notamment aux nombreuses luttes menées pour défendre les intérêts des travailleurs et des travailleuses. Un

¹ Notamment les organisations signataires le 17 août 1930 du pacte de Saint-Sébastien. Lors de cette réunion un comité révolutionnaire fut constitué, qui deviendra en avril 1931 le gouvernement provisoire dirigé par Niceto Alcalá-Zamora, représentant de la droite libérale républicaine.

² Voir *Alternative Libertaire*, n°200 « La CNT, naissance d'une légende ».

³ À titre de comparaison, en 1931, l'Union générale des travailleurs comptait 200 000 membres, le Parti socialiste ouvrier espagnol 23 000. Le Parti communiste espagnol était encore quasi inexistant.

collaborateur du *Combat Syndicaliste* en Espagne ira jusqu'à dire que « *l'enthousiasme du peuple espagnol pour la CNT était extraordinaire* »⁴.

Un vent d'espoir dans la classe ouvrière

L'avènement de la Seconde République, vécue comme une possibilité de changements importants, et l'amélioration des conditions de travail, suscitent chez les travailleurs une grande vague d'enthousiasme. C'est le dirigeant socialiste de l'UGT, Largo Caballero qui est nommé au ministère du Travail et met rapidement en place un certain nombre de lois en faveur des travailleurs et des travailleuses : droit au congé maternité, loi sur les contrats de travail, salaire minimum et pour la première fois une semaine de congés payés. Dans le même temps Caballero met en place des comités paritaires mixtes, composés de syndicalistes, de représentants de l'État et du patronat. Ces comités avaient pour objectif d'éviter au maximum les conflits dans les entreprises, notamment les grèves. Ces mesures excluaient de fait la CNT⁵ qui, idéologiquement ne pouvait consentir à participer à des conseils conjointement au patronat et à abandonner l'action directe. Il semble néanmoins que ces comités furent peu utilisés, notamment dans les régions où la CNT restait l'organisation prépondérante.

La République en débat

L'avènement de la République amena néanmoins un certain nombre de débats au sein de la centrale anarcho-syndicaliste. Les vieux dirigeants de la CNT – notamment Pestaña, du Comité National ; Peiró, de l'Union Regional de Catalogne et Clara, directeur de Solidaridad Obrera, entre autres – définissent l'objectif immédiat comme étant le renforcement de l'organisation pour maintenir la CNT comme principale organisation prolétarienne. Pour cela, ils mirent la priorité sur la diffusion de la propagande au sein des travailleurs, mais également la formation, dans ce contexte de relative liberté. Néanmoins une autre partie des militants influents de la CNT – représentée par García Oliver, Ascaso, et Durruti – maintiennent une autre position. Pour eux, la République ouvre une période potentiellement révolutionnaire, tout doit alors être tenté (grèves générales, appel à l'insurrection) pour que la révolution débute avant la consolidation d'un régime démocratique républicain et bourgeois. Un avis vraisemblablement partagé, en France, par Pierre Monatte qui écrit en 1931 que « la plus lourde responsabilité incombe sans nul doute aux anarchistes de la Confédération nationale du travail. Sauront-ils rallier autour d'eux tous les révolutionnaires, entraîner la classe ouvrière et remplir les tâches diverses que réclame une révolution ? Sauront-ils dans trois mois, dans six mois, reprendre des mains défaillantes de la bourgeoisie le sort de la révolution ? »⁶

Une hétérogénéité idéologique

Ces deux visions marquent une réelle division idéologique au sein de l'organisation. La CNT se définit, à Madrid en 1919, lors de son deuxième congrès, comme une organisation anarcho-syndicaliste ayant pour objectif final l'instauration d'une société communiste libertaire. Néanmoins les longues périodes de clandestinité ne permirent pas à la Confédération de continuer un travail d'approfondissement idéologique et les oppositions entre les différentes tendances se firent de plus en plus fortes.

Certains militants anarchistes décidèrent alors, pour contrer l'influence d'éléments – selon eux – modérés (notamment l'apparition des communistes) au sein de la CNT, de fonder à Valence en 1927 la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI), organisation anarchiste basée sur un regroupement affinitaire.

⁴ *Le Combat syndicaliste*, n°45, Juillet 1931.

⁵ Les dirigeants de la CNT avaient cependant obtenu dès 1931 la reconnaissance de la Confédération auprès des organismes patronaux, en tant qu'interlocuteur viable et la possibilité de mettre en place des négociations.

⁶ *La Révolution prolétarienne*, mai 1931.

Ces « faistes », développent dès 1931 une propagande active pour maintenir une ambiance quasi prérévolutionnaire dans les syndicats de la CNT.

Selon Nicolas Lazarevitch⁷ en 1931 cette tendance représente « une minorité nombreuse » au congrès de la CNT de 1931 qui voudrait « *que la CNT soit influencée par la FAI [...] non pas une direction à la manière du PC [...] mais exercer suffisamment d'influence morale pour que le syndicalisme soit moins matérialiste, moins économique, songe plus à l'homme, à l'individu, à la Morale, à l'Éthique* »⁸.

L'autre tendance regroupe des syndicalistes attachés à l'indépendance politique du syndicalisme, et représente « *la tendance anarcho-syndicaliste* » selon Lazarevitch⁹, mais considérés par les observateurs et les militant-e-s de la FAI comme des « modérés ». Cette tendance, conduite notamment par Pestaña, est majoritaire au congrès de 1931. Néanmoins si les « faistes » sont minoritaires, leur influence sur les syndicats cénétistes, dès les premiers mois de la République, se fait grandissante.

Première scission à la CNT

Au cours de l'année 1931 une partie de ces militants « modérés » publie *le Manifeste des Trente* – d'où leur appellation des « trentistes » – où est exposée leur vision face aux événements qui marquent l'avènement de la République et les aspirations révolutionnaires d'une partie de la CNT.

La question du rapport aux institutions est au cœur de ce débat. Pour les « trentistes » et leurs partisans, la démocratie bourgeoise doit être utilisée en faveur de réformes favorable à la classe ouvrière, les questions politiques n'étant pas du ressort du syndicat. En face, les syndicalistes anarchistes se posent clairement en défenseur de l'antiparlementarisme, ne voyant dans la République qu'un nouveau moyen d'oppression de la bourgeoisie et des capitalistes. Cette querelle sera la source de dissensions croissantes.

Petit à petit, les « trentistes » sont mis en minorité, notamment après de mauvaises gestions de grèves et de conflits. Ils doivent alors abandonner leurs mandats et des sections syndicales sont exclues¹⁰. Ces exclusions entraîneront la formation de « syndicats d'opposition ». Certains firent le choix de l'autonomie, d'autres rejoignirent l'UGT.

À la fin de l'année 1932, Pestaña, et d'autres militants récemment exclus de la CNT, poursuivent leur besogne et fondent le Parti syndicaliste¹¹. Cette scission eu un retentissement relativement important dans une CNT qui voyait fondre ses effectifs. La scission n'a cependant pas principalement bénéficié au Parti syndicaliste, mais plutôt à l'UGT, en plein essor grâce à la législation syndicale.

Le mouvement révolutionnaire face à la réaction

Le régime républicain, considéré au départ comme favorable à la classe ouvrière, ne tarde pas à montrer son vrai visage, celui de défenseur des intérêts de la bourgeoisie. Ainsi, dès 1931, quelques mois à peine après l'avènement de la République, des propriétaires terriens et des dirigeants d'industries qui avaient fui le pays lors de la chute de la dictature, étaient de retour aux affaires. La réaction semblait dès lors de plus en plus proche. En janvier 1931 la CNT pris position en déclarant

⁷ L'anarcho-syndicaliste russe Nicolas Lazarevitch séjourna en Espagne de juin à novembre 1931. Après avoir vécu les dérives de la Révolution russe, il voyait donc d'un œil critique les événements.

⁸ *La Révolution prolétarienne*, juillet 1931.

⁹ Idem.

¹⁰ À Sabadell, ville de Catalogne, ce sont plus de 20 000 syndiqués qui sont exclus de la confédération.

¹¹ Cette nouvelle organisation se présentait à la fois comme une source d'inspiration pour les syndicats, mais aussi comme un parti capable de représenter la classe ouvrière au sein des institutions républicaines, se rapprochant ainsi d'une vision anglo-saxonne du syndicalisme. Elle est dissoute en 1937 suite à la mort de Pestaña.

« qu'au moment même où une dictature serait à nouveau proclamée, [la CNT] déclarerait la grève générale et révolutionnaire avec toutes les conséquences qui pourraient en résulter ». Cette déclaration, si elle est relativement claire, reste néanmoins peu concrète.

Dans le même temps, la FAI défendait quant à elle la thèse de l'offensive révolutionnaire, considérée comme le meilleur moyen de contrecarrer la possible instauration d'une nouvelle dictature. Il est délicat de savoir si cette prise de position a eu une réelle incidence sur les faits, néanmoins, au cours du même mois de janvier 1932, des insurrections éclatèrent un peu partout en Espagne. Certaines furent rapidement matées par la répression gouvernementale. D'autres, comme celle de la vallée de Llobregat en Catalogne, durèrent quelques jours. Les mineurs de Figols décidèrent en effet de lancer l'offensive pour la révolution sociale en Espagne en décrétant l'instauration du communisme libertaire. La commune fut rapidement encerclée par l'armée aux ordres des républicains. Après cinq jours, ne voyant qu'aucune autre ville ne se lançait dans la bataille, les mineurs de Figols décidèrent de se rendre, en prenant la précaution de cacher les plus impliqués d'entre eux. Quelques grèves générales de solidarité éclatèrent à Valence, Alcoy, Málaga ou encore Barcelone pour protester contre la répression et les arrestations en masse de syndicalistes.

Ce n'est qu'un début...

En un an et demi d'existence, la République avait connu une trentaine de grèves générales et plus de 3 000 grèves partielles, notamment dans l'industrie. Pour Emilienne Morin il est clair que « le gouvernement cherche, par tous les moyens à provoquer la classe ouvrière. » (*Le Combat syndicaliste*, n°46, Août 1931). Des mouvements de chômeurs éclatent également puisque les sociaux-démocrates et les libéraux sont incapables de trouver des solutions à la crise économique.

Mais la répression antisyndicale était elle aussi en marche en 1932 avec près de 400 morts, 9 000 arrestations et plus de 150 déportations. Parmi ces déportations l'une des plus célèbres reste celle d'une centaine d'anarchistes et de syndicalistes (parmi lesquels Durruti et Ascaso) à bord du transatlantique « Buenos Aires » en direction de la Guinée. En réponse à cette déportation des grèves générales et des insurrections éclatèrent un peu partout en Espagne sans d'autres résultats que de nouvelles vagues de répression.

Le 10 août 1932 une tentative de coup d'État, est mise à mal par l'appel à la grève générale de la CNT. La position semble de plus en plus délicate entre la volonté de lancer une révolution sociale mettant à bas une République bourgeoise et la lutte contre la dictature menaçante. Jusqu'au commencement de la révolution espagnole, la CNT tenta, à plusieurs reprises et dans différentes régions, de déclencher une insurrection capable d'enclencher la révolution sociale. La CNT sort sans doute légèrement affaiblie numériquement de la révolution bourgeoise de 1931 mais dans le même temps elle se radicalise. Peu à peu semblent se dessiner les camps qui s'affronteront dans les événements révolutionnaires qui débutent en 1936, *entre autres les républicains, communistes, anarchistes, anarcho-syndicalistes, etc.* Mais le début de la guerre d'Espagne amène également l'apaisement des conflits au sein même de la CNT et un regroupement idéologique autour de la célèbre maxime de Durruti : « En avant contre le fascisme, frère jumeau du capitalisme ! Ni l'un ni l'autre ne se discutent, ils se détruisent ! ».

Guillermo (AL Angers) 11 mai 2011